

Citations de Thomas PIKETTY

- Le refus de compter fait rarement le jeu des plus pauvres.
- Les paradigmes économiques doivent évoluer pour répondre aux défis contemporains.
- Les modèles économiques doivent intégrer les défis environnementaux pour être viables.
- Une société juste repose sur un équilibre entre le marché et les institutions publiques.
- L'histoire économique nous enseigne que le progrès social nécessite une intervention politique.
- La dette publique ne doit pas être une excuse pour réduire les dépenses sociales.
- Les politiques fiscales doivent être transparentes et démocratiquement débattues.
- La redistribution des richesses est nécessaire pour préserver la cohésion sociale.
- L'accès à l'information économique est crucial pour une société démocratique.
- Il est vital de repenser notre système fiscal pour qu'il soit plus équitable.
- Les inégalités sont souvent justifiées par des mythes qui ne résistent pas à l'analyse historique.
- La démocratie économique est un enjeu central du XXIe siècle.
- Les données historiques montrent que les inégalités ne cessent d'augmenter sans intervention politique.
- L'Europe doit adopter une stratégie commune pour combattre les paradis fiscaux.
- Une taxe progressive sur la fortune est indispensable pour limiter les inégalités.
- L'économie doit être au service de l'intérêt général, pas l'inverse.
- Les politiques publiques doivent viser à réduire les écarts de richesse.
- Le débat sur l'économie doit inclure tous les citoyens, pas seulement les experts.
- La croissance économique doit être partagée équitablement pour bénéficier à tous.
- L'héritage joue un rôle fondamental dans la reproduction des inégalités.
- La transparence fiscale est essentielle pour une société juste.
- Le capitalisme sans contrôle peut mener à des déséquilibres dangereux.

- Les inégalités économiques et sociales ne sont pas une fatalité.
- La question de l'égalité des chances est indissociable de celle de la redistribution.
- L'éducation est l'un des meilleurs outils pour réduire les inégalités.
- Tant que l'on sera dans ce régime de l'unanimité en matière fiscale dans la zone euro, il n'y aura aucun progrès.
- On est trop habitués en Europe à bénéficier du libre-échange des biens, de la circulation des capitaux, en échange de rien.
- Si on continue avec la concurrence fiscale, dans dix ou vingt ans, il n'y aura plus d'impôt sur les sociétés.
- On vit dans un monde où chaque pays a tendance à vendre son âme pour une petite place au soleil.
- Le plus gros abandon de souveraineté, c'est celui de la souveraineté monétaire.